

à la disposition exclusive de l'OTAN constituant une force de représailles invulnérable.) Cependant, si l'on s'en tient aux perceptions, le Traité a effectivement de l'importance.

Les armes nucléaires sont en train de perdre leur légitimité, et aux yeux de certains, l'entente intervenue récemment sur les missiles basés en Europe confirme encore davantage que ces engins ne sont pas des instruments viables de la force militaire. Jamais auparavant on n'a vu aux États-Unis d'anciens secrétaires d'État, d'anciens secrétaires à la Défense et aussi d'anciens conseillers experts de la sécurité nationale déclarer qu'aucun président n'autoriserait jamais le recours en premier aux armes nucléaires. L'Initiative de défense stratégique, lancée par Ronald Reagan, vise, entre autres choses, à offrir une issue technologique à ce dilemme nucléaire.

Tout cela a rendu certains Européens très nerveux. L'Europe occidentale a toujours misé beaucoup sur les armes nucléaires, car celles-ci compensaient les lacunes perçues dans le domaine des forces classiques; aujourd'hui, on lui retire d'un seul coup ce bouclier protecteur.

Maintenant que les missiles à portée intermédiaire ont été éliminés, l'attention se tourne de nouveau vers l'équilibre des forces classiques en Europe centrale, et l'on s'interroge aussi quant à savoir comment le reste

démocrates et les dirigeants de la droite, aimeraient que la limitation des armements s'étende aussi à la troisième catégorie des armes nucléaires, à savoir les systèmes dont la portée est inférieure à 500 kilomètres. D'autres, surtout parmi les modérés trouvent qu'on est allé assez loin: selon eux, l'OTAN doit conserver ses forces nucléaires à courte portée (les missiles *Lance*, par exemple) et moderniser son arsenal en déployant de nouveaux missiles pouvant frapper des cibles à 300 ou 400 kilomètres.

En Grande-Bretagne, les divisions suivent les philosophies des partis politiques. Les Travailleurs aimeraient que le pays se débarrasse des armes nucléaires, tandis que les Conservateurs veulent que les réductions des arsenaux nucléaires cessent.

Parmi les petits pays membres de l'OTAN, le Danemark s'intéresse activement à une politique qui interdirait aux navires porteurs d'armes nucléaires de mouiller dans ses eaux en temps de paix. Le Royaume-Uni et les États-Unis ont signalé au Danemark qu'une telle mesure affaiblirait l'unité de l'Alliance. Il y a deux ans, quand la Nouvelle-Zélande a adopté une ligne de conduite semblable, les États-Unis ont rompu leurs relations de défense avec elle, relations qui étaient définies dans l'accord ANZUS (Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis).

Les Français sont ouvertement hostiles à l'évolution actuelle des choses. Ils craignent énormément que les superpuissances concluent d'autres marchés à l'insu de l'Europe. Ils sont sans doute les seuls partisans invétérés de la dissuasion nucléaire, et ils soutiennent que la dissuasion classique n'a jamais marché et qu'elle ne marchera jamais. Selon eux, les armes nucléaires ont permis de préserver la paix en Europe, et la seule manière de la préserver dans l'avenir consiste à en accroître encore le nombre.

DU CÔTÉ DES FORCES CLASSIQUES, LE tableau n'est pas beaucoup plus clair. De part et d'autre de l'Atlantique, on songe beaucoup à améliorer les forces classiques et à combiner cette démarche avec la réduction des armes nucléaires par l'entremise de la limitation des armements, pour contrer ce que l'on perçoit comme étant la supériorité soviétique. Mais où trouvera-t-on l'argent nécessaire pour construire plus de chars d'assaut et d'avions et pour déployer plus de soldats? Vu l'ampleur du déficit budgétaire américain, les États-Unis ne peuvent tout simplement pas se permettre d'entreprendre un pro-

gramme de modernisation des forces classiques un tant soit peu ambitieux.

En Europe, les problèmes budgétaires s'ajoutent à une baisse de la natalité; celle-ci est tellement marquée qu'il y aura moins de main-d'œuvre à consacrer à la défense au début des années 1990. Avec le système actuel de conscription, on pense que l'effectif des forces armées ouest-allemandes tombera à 290 000 vers le milieu des années 1990; or, il se situe maintenant à 495 000. Les mesures qui auront pour but d'accroître le nombre de volontaires enrôlés pour une courte période et de prolonger les périodes d'engagement ainsi que la durée du service obligatoire risquent d'être coûteuses sur les plans politique et fiscal. Les facteurs démographiques sont plus encourageants aux États-Unis, mais comme le service militaire obligatoire n'existe plus dans ce pays, il y sera difficile de porter les effectifs des forces armées au-delà du niveau actuel. Bref, les forces classiques constituent un des volets du problème, et non de la solution.

Après quinze ans, les pourparlers sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces n'ont abouti à rien, ce qui ne va pas faciliter l'élaboration d'une politique cohérente sur les forces classiques au sein de l'OTAN. Faute de nouvelles idées, les chances pour que Gorbatchev prenne l'initiative politique (et exploite la propagande à ses fins) avec ses propres propositions continuent de croître.

SI L'OTAN NE SE DOTE PAS D'UNE vision renouvelée, à quels changements, dus à la seule inertie politique, peut-on s'attendre dans l'Alliance? D'abord, une réduction des troupes américaines affectées en Europe est inévitable. Aux États-Unis, les élites et le public croient de plus en plus (à tort ou à raison) que les alliés européens se paient leur tête. Vu les pressions financières et budgétaires toujours plus fortes, il sera toujours plus difficile de garder en Europe les contingents américains actuels, à moins que les Européens convainquent les Américains qu'ils font eux-mêmes plus pour assurer leur propre défense.

En second lieu, le vieux consensus américano-européen sera mis à rude épreuve par le protectionnisme économique grandissant aux États-Unis et par la perspective des restrictions commerciales.

Troisièmement, le Pacifique retient de plus en plus l'attention des États-Unis. Une commission supé-

rieure américaine vient de publier un rapport sur la planification stratégique à long terme (*Discriminate Deterrence*, par Fred Iklé et Albert Wohlstetter), et elle y souligne l'importance grandissante des intérêts nationaux américains dans le Pacifique et d'autres régions en dehors de l'Europe. Pareille conclusion traduit une opinion fort répandue parmi les spécialistes américains de la politique étrangère, à savoir que les risques de guerre en Europe centrale ne sont plus ce qu'ils étaient et que l'objet de la rivalité Est-Ouest est maintenant ailleurs.

Quatrièmement, ces divisions vont certainement s'accroître avec l'arrivée de la nouvelle génération au pouvoir en Europe. Les membres ouest-européens les plus brillants de la «génération du Vietnam» sont beaucoup moins entichés de l'Amérique que leurs parents.

En dernier lieu, la coopération entre les alliés européens en matière de défense s'intensifiera à mesure qu'ils perdront confiance dans les dirigeants américains. L'Alliance n'est pas sur le point d'éclater, mais nous verrons sans doute le «pilier» européen se renforcer tandis que les liens entre l'Europe et l'Amérique s'effriteront et s'affaibliront.

CETTE CONJONCTURE CRÉERA DES problèmes pour le Canada. Si Washington commence à réduire l'effectif de ses forces terrestres en Europe, l'opinion publique canadienne exigera sans doute de son gouvernement qu'il fasse de même. Ce n'est là qu'une éventualité possible: nous voudrions peut-être nous en tenir au statu quo, ou stationner plus de troupes là-bas. Une autre option, surtout si nous augmentons l'effectif de nos réserves, comme le gouvernement l'envisage dans le Livre blanc sur la défense, consisterait à affecter une partie de ces dernières en Europe, auprès de l'OTAN. Mais si tel est notre choix, nous devons aussi concevoir des moyens pour les envoyer là-bas rapidement en période de crise.

Peu importe l'option que nous retiendrons, elle aura de l'importance, surtout au vu des tensions et des préoccupations grandissantes que l'avenir de l'OTAN suscite des deux côtés de l'Atlantique. En tant que Canadiens et Canadiennes, nous devons commencer à réfléchir plus sérieusement sur la place que nous entendons occuper dans ce monde en changement et sur la façon dont nous envisageons l'avenir des rapports entre l'Europe et l'Amérique dans le contexte de nos propres priorités stratégiques. □



des forces nucléaires de l'OTAN va s'intégrer au tout. Les divergences d'opinions existant sur cette question sont frappantes. Certains, dont les ministres de la Défense de l'Alliance, penchent pour la modernisation continue des autres volets de l'arsenal nucléaire de l'OTAN. D'autres, s'opposent à cette option en faisant valoir qu'elle susciterait une kyrielle de difficultés politiques dans les divers pays. D'autres encore voudraient pousser plus loin le processus du désarmement nucléaire.

En Allemagne, toute une gamme de politiciens, dont les Chrétiens-